



Conseil économique et social

Distr. générale
13 juillet 2000
Français
Original: anglais

Session de fond de 2000

New York, 5 juillet-1er août 2000

Point 7 e) de l'ordre du jour

Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions

Coopération internationale dans le domaine de l'informatique

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est un bref exposé des mesures qu'ont prises le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ainsi que les fonds et programmes des Nations Unies pour donner suite à la résolution 1999/58 du Conseil économique et social, dans laquelle celui-ci a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa session de fond de 2000, des mesures prises par le Groupe spécial à composition non limitée sur l'informatique. Dans cette résolution, le Conseil réaffirme une nouvelle fois qu'il accorde une grande priorité à l'accès aisé, économique, simple et sans entrave des États Membres de l'Organisation et des observateurs, notamment par l'intermédiaire de leurs missions permanentes, aux bases de données informatisées et systèmes et services d'information de l'Organisation, dont le nombre ne cesse de croître. Il souligne en outre qu'il est important d'améliorer les liaisons électroniques par Internet avec tous les États Membres ainsi que les liaisons de messagerie électronique entre les États Membres et les organismes du système des Nations Unies.

2. On trouvera ci-après un compte rendu des diverses activités menées dans le domaine de l'informatique, telles que décrites par les départements du Secrétariat

de l'ONU et les fonds et programmes des Nations Unies.

II. Activités du Groupe de travail spécial à composition non limitée visant à harmoniser et améliorer les systèmes informatiques de l'Organisation des Nations Unies en vue d'en garantir une utilisation optimale et d'assurer à tous les États Membres un accès aisé à ces systèmes

Activités du sous-groupe technique

3. Le sous-groupe technique s'est réuni 19 fois entre juin 1999 et juin 2000, en vue d'examiner un grand nombre de questions dans le domaine de l'informatique.

4. En 1997 et 1998, il s'est surtout intéressé aux services que le Secrétariat de l'ONU devait offrir aux missions permanentes à New York. Conformément à

cet objectif, le Secrétariat a fourni le matériel et l'assistance voulus pour que les missions permanentes soient pleinement raccordées à Internet, au système à disques optiques (SDO), à la messagerie électronique et aux services proposés par l'ONU sur le Web.

5. Cet objectif atteint, le sous-groupe technique s'est davantage préoccupé l'an dernier de questions de fond. Il a beaucoup réfléchi au moyen de tirer meilleur parti de l'informatique pour fournir des services aux missions sans faire porter une charge indue aux missions de moindre envergure. Tout en s'employant à résoudre les problèmes d'ordre opérationnel que rencontrait la Division de l'informatique du Bureau des services centraux d'appui du Département de la gestion, il a consacré nombre de réunions à des questions comme le passage à l'an 2000. On trouvera énumérés ci-après certains des sujets qui ont retenu son attention de juillet 1999 à juin 2000.

6. **Préparation du passage à l'an 2000 au Secrétariat.** Le Groupe de travail s'est efforcé d'avertir les États Membres des problèmes que pouvait poser le passage à l'an 2000 et les a tenus régulièrement informés des mesures prises par le Secrétariat et par le système des Nations Unies pour s'y préparer. La Division de l'informatique a rendu compte périodiquement des progrès réalisés, des dispositifs d'intervention mis en place et des mesures prévues pour la période critique. Elle a notamment expliqué en détail le projet du Secrétariat consistant à mettre à l'essai tous les systèmes le 1er janvier 2000, de façon à s'assurer que tous ceux revêtant une importance vitale pour le fonctionnement de l'Organisation seraient bien opérationnels dès la reprise du travail dans les premiers jours de janvier. La Division a également indiqué les mesures extraordinaires que l'Organisation avait prises pour s'assurer qu'elle pourrait s'acquitter de ses tâches les plus importantes – par exemple une réunion d'urgence du Conseil de sécurité – même en cas de grosses perturbations aussi bien à l'intérieur de l'Organisation qu'ailleurs. Elle a par ailleurs décrit le réseau de télécommunications d'urgence mis en place, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM), entre l'Organisation, les États Membres et les chefs de secrétariat des fonds, programmes et institutions spécialisées du système des Nations Unies.

7. **Passage à l'an 2000.** C'est en partie grâce aux efforts du Groupe de travail que les États Membres

sont passés sans heurts à l'an 2000. Le Centre de coopération internationale pour l'an 2000, situé à Washington, a contacté les coordonnateurs régionaux par téléphone à mesure de l'entrée de chaque fuseau horaire dans l'an 2000.

8. **Présentation du projet de résolution concernant le passage à l'an 2000.** Le Groupe de travail a présenté un projet de résolution intitulé « Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000 », que l'Assemblée générale a adopté le 15 décembre 1999 en tant que résolution 54/114.

9. **Hébergement des archives du Centre de coopération internationale pour l'an 2000.** Dans le prolongement de la coopération internationale en vue du passage à l'an 2000, il a été décidé de conserver le réseau mis en place pour la circonstance. Les États Membres ont donc été priés de désigner des interlocuteurs nationaux parmi leurs représentants. Le Groupe de travail étudie actuellement les moyens de financement qui permettraient de garder ce réseau opérationnel afin de faciliter les échanges de technologies.

Introduction

10. Vers la fin de 1998, le Groupe de travail a créé une liste de diffusion (Listserve) <y2kcoord@undp.org>, afin de faciliter les échanges d'informations et la coordination des interventions entre les coordonnateurs nationaux chargés de préparer le passage à l'an 2000 dans les États Membres. Au début de 1999, il en a créé une autre <y2ksteer@undp.org> pour rationaliser les communications entre une dizaine de coordonnateurs nationaux et des représentants de l'ONU et de la Banque mondiale. Ces coordonnateurs ont formé un comité directeur, présidé par le Président du Groupe de travail sur l'informatique, et lui ont demandé de superviser la gestion de la liste ainsi que les activités du nouveau Centre de coopération internationale.

11. En avril 1999, la responsabilité de la gestion et de l'animation des deux listes a été transférée au Centre. Les listes se sont révélées un moyen extrêmement commode de coordonner les efforts déployés avec succès au niveau international pour se préparer à l'an 2000. Avec l'appui du Groupe de travail, elles ont contribué au bon déroulement des première et deuxième réunions mondiales de coordonnateurs nationaux, tenues au Siège respectivement en décembre 1998 et en juin 1999.

Préparatifs en vue du passage à l'an 2000 (juillet 1999-janvier 2000)

12. Après la conférence et jusqu'à la fin de 1999, les coordonnateurs nationaux, les spécialistes, le Centre et le Groupe de travail ont essentiellement communiqué par des moyens électroniques. Un des enseignements tirés de cette expérience est que ces moyens (messagerie électronique, téléphone, télécopie et Web) se prêtent très bien à la coordination d'activités internationales. Les listes de diffusion ont été le principal vecteur de l'appui aux coordonnateurs nationaux. Pour le Groupe de travail, le Centre et leurs quelque 400 abonnés, elles présentaient les avantages suivants :

a) Action ciblée. Des messages étaient envoyés à peu près tous les 10 jours aux coordonnateurs nationaux pour les informer des mesures à prendre;

b) Rétro-information garantie. Les listes ont favorisé la planification participative en permettant la diffusion à l'échelon mondial de notes d'information et de stratégies de gestion de l'événement comme le système de notification et en sollicitant en retour des abonnés observations et suggestions;

c) Diffusion d'informations nouvelles. Grâce aux listes de diffusion, les coordonnateurs nationaux ont été tenus informés des ressources disponibles – par exemple, offres d'appui technique et de services de spécialistes gratuits, apparition de nouveaux outils et modèles et liste des meilleurs sites Web. Les coordonnateurs régionaux se sont servi de ces listes pour annoncer les dates des ateliers, et faire connaître ensuite leurs conclusions et réalisations;

d) Appui mutuel. En permettant aux coordonnateurs nationaux de dialoguer par voie électronique, la liste leur a donné la possibilité de mettre en commun leurs expériences et de s'appuyer et s'encourager les uns les autres.

Passage à l'an 2000 : système de notification et faits marquants (janvier 2000)

13. La crainte de perturbations possibles lors du passage à l'an 2000 a certainement joué un grand rôle dans l'adoption d'un dispositif de coordination d'une ampleur sans précédent visant à suivre la situation dans le monde durant et après le changement de date. Lors de la conférence mondiale de juin 1999, les coordonnateurs nationaux ont décidé d'observer la procédure de notification standard mise au point par le Centre de

coordination. Ils ont fait de la page Web consacrée au suivi de la situation mondiale la plaque tournante de leur échange d'informations concernant l'état des principaux domaines structurels dans leurs pays respectifs.

14. C'est essentiellement par le biais de la liste de diffusion que les coordonnateurs nationaux ont été informés de l'existence de cette page Web et qu'ils ont reçu les indications nécessaires pour y accéder et l'utiliser. C'est également dans le cadre de la liste qu'ils ont été invités à participer aux essais réalisés en septembre, novembre et décembre 1999.

15. Or le passage à l'an 2000 n'a entraîné en fait que des perturbations mineures. Les préparatifs des coordonnateurs nationaux et du Groupe de travail ont donc porté leurs fruits. La page Web sur le suivi de la situation mondiale a également été une réussite. Elle a constitué une source d'informations exactes et fiables sur 159 pays représentant 95 % de la population mondiale. Le Comité directeur a en outre tenu un certain nombre de réunions-téléphone, auxquelles le Président du Groupe de travail a presque toujours participé.

Activités menées après le passage à l'an 2000 (janvier -mars 2000)

16. En janvier 2000, une fois manifeste l'efficacité des mesures déployées pour faire face au changement de date, le Comité directeur et certains abonnés des listes de diffusion ont décidé qu'il y avait lieu de créer deux nouvelles listes <ITcoord@undp.org> et <ITsteer@undp.org>, pour permettre aux différents pays de poursuivre leurs efforts de coopération et promouvoir la généralisation et l'utilisation rationnelle de la télématique.

17. Lors de la dernière réunion-téléphone du Comité directeur du Centre de coopération, le 29 mars 2000, le Président du Groupe de travail a proposé de confier la gestion et l'animation sous contrat de ces nouvelles listes à d'anciens membres du personnel du Centre. Cette proposition ayant été approuvée à l'unanimité, Bruce McConnell, ancien Directeur du Centre et Président en exercice de McConnell International, société ayant son siège à Washington, a accepté de gérer les listes avec son associé, Roslyn Docktor.

Émergence d'une force nouvelle (mars-juillet 2000)

18. La liste Itcoord s'est progressivement développée sous la direction de ces deux personnes et celle du Pré-

sident du Groupe de travail : elle compte maintenant des abonnés dans près de 120 pays. Elle est limitée aux représentants nommés par un gouvernement ou par une organisation internationale officielle. Sauf accord préalable, tous les échanges entre gouvernements sont confidentiels.

19. Bien que nombre des abonnés de la liste Itcoord aient également appartenu à Y2kcoord, d'autres sont nouveaux sans pour autant être des néophytes en matière de développement des technologies de l'information à l'échelon national. Tous, anciens ou nouveaux, sont actuellement attelés à une tâche dont l'ampleur dépasse largement la préparation et le suivi du passage à l'an 2000, à savoir contribuer à faire entrer leur pays dans un siècle en réseau, dans l'intérêt de tous.

20. Bien que créée depuis peu, la liste bénéficie déjà d'une certaine renommée et elle a montré qu'un échange d'informations structuré entre gouvernements était un instrument indispensable, efficace et important. On a en effet observé ce qui suit :

a) Le nombre des abonnés augmente continuellement. La liste compte à présent des représentants gouvernementaux de haut niveau dans 117 pays, contre une quarantaine au départ. On trouvera sur la page Web des gestionnaires à l'adresse <www.mcconnellinternational.com> la liste des pays et ministères représentés;

b) La note est dynamique. Au vu des difficultés rencontrées par les procureurs philippins après l'attaque par le virus Love Bug, les gestionnaires ont demandé aux abonnés de faire connaître leurs législations et réglementation nationales en matière de délits informatiques. En juillet 2000, plus de 40 pays avaient répondu soit en communiquant les textes demandés soit en déclarant qu'il n'existait dans leur pays aucun cadre juridique applicable. Certains ont également donné des précisions sur des projets de loi en cours d'élaboration. Tous ceux qui ont répondu se sont déclarés désireux de tirer parti de l'expérience d'autres pays. Ces réponses, ainsi qu'un résumé des législations et un guide des meilleures pratiques, seront affichés sous peu sur le Web;

c) Elle donne lieu à un échange d'informations fécond. Les gestionnaires ont veillé à ce que le Groupe soit mis au courant des ressources existantes en matière d'informatique, en lui signalant par exemple la bourse offerte à l'université Motorola. Ils ont également des

préalertes et des informations concernant les attaques récentes par des virus, deux initiatives accueillies avec enthousiasme par nombre d'abonnés nationaux.

21. **Partenariat avec le secteur privé.** Le Groupe de travail a examiné la possibilité de créer des partenariats entre les pays en développement et le secteur privé dans le domaine de la télématique en mettant essentiellement l'accent sur le commerce électronique. Il a invité différents spécialistes de la question à participer à ses travaux.

22. **Teneur du futur mandat du Groupe de travail.** Ayant atteint son principal objectif qui était de relier pleinement les missions permanentes à Internet, le sous-groupe technique s'est réuni plusieurs fois pour examiner l'orientation que devraient prendre à l'avenir ses activités et son mandat. Ses responsabilités devraient être définies après le débat de haut niveau du Conseil économique et social sur les technologies de l'information et de la communication.

23. **Plaque tournante en matière d'échange d'informations.** Les réunions du sous-groupe technique ont servi de cadre à un échange d'informations entre l'ONU et les États Membres. Il y a lieu notamment de citer les activités suivantes :

a) Le Comité de coordination des systèmes d'information (CCSI), organe de haut niveau du Comité administratif de coordination (CAC), a organisé, le 8 novembre 1999, une réunion d'information sur l'utilisation et la coordination des technologies de l'information dans l'ensemble du système des Nations Unies;

b) Le 21 mars 2000, le Département des affaires économiques et sociales a tenu, à l'intention du sous-groupe technique, une réunion d'information sur les activités du groupe d'experts créé en application de la résolution 54/231 de l'Assemblée générale, afin de conseiller le Secrétaire général sur le rôle des technologies de l'information et de la communication dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance;

c) Le Groupe de travail a tenu une séance extraordinaire le 19 juin 2000 afin d'informer les États Membres des points soulevés par le groupe d'experts du Secrétaire général et de ses recommandations et de leur permettre d'y réfléchir sérieusement afin qu'ils aient déjà une bonne connaissance de la question lorsque viendrait le moment de négocier et prendre une décision;

d) Le Département de l'information du ... de l'ONU et des organismes du système des Nations Unies tels le PNUD et l'UNESCO ont procédé régulièrement à des échanges d'informations et de ressources avec des États Membres.

III. Mesures prises par le Secrétariat comme suite aux observations du Groupe de travail

A. Activités de la Division de l'informatique

24. Soucieuse de s'acquitter pleinement de son mandat, à savoir relier toutes les missions permanentes à Internet, la Division de l'informatique s'est employée à consolider et améliorer les services Internet offerts par l'Organisation, en coopération avec le sous-groupe technique du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique. Elle a mené à cette fin les activités suivantes :

a) En septembre 1999, elle a achevé de transférer du système undp.org au système un.int la messagerie électronique, l'accès à Internet, l'hébergement des pages Web et les listes de diffusion. Dans chaque mission, elle a raccordé un ordinateur au moins au système un.int. Les missions ont été informées de l'abandon progressif du système undp.int suffisamment à l'avance pour avoir tout le temps de transférer leurs données;

b) À ce jour, plus de 500 comptes d'accès Internet ont été créés à l'intention des missions et de leur personnel. Chaque mission peut en outre demander un nombre illimité d'adresses Internet. Le système un.int regroupe actuellement quelque 1 150 comptes de messagerie électronique. Toutes les missions relèvent maintenant du même système d'adresses Internet;

c) L'appui aux missions s'étend aux installations mises en place pour protéger les opérations de messagerie électronique en cas d'irruption massive de messages en provenance de l'extérieur, que l'incident soit fortuit ou délibérément provoqué, afin que les missions puissent s'acquitter normalement de leurs tâches quotidiennes. La Division a également pris un certain nombre d'autres mesures de sécurité en vue de prévenir le publipostage abusif (envoi de messages électroniques non sollicités) et d'interdire l'accès non autorisé aux boîtes à lettres électroniques;

d) Tous les sites Web ont été transférés au système un.int. On a attribué des codes d'accès à toutes les missions et on leur a demandé d'utiliser soit Front-Page soit un logiciel de FTP pour mettre à jour leurs pages Web. Le serveur un.int abrite actuellement 70 sous-sites, qui enregistrent un millier d'accès par jour;

e) La Division s'est aussi employée activement à préparer et coordonner le passage à l'an 2000 au Siège et elle a informé le Groupe de travail des bulletins reçus tous les mois des autres lieux d'affectation. Elle a mis tous les systèmes à l'essai, le dernier week-end de décembre, pour s'assurer qu'ils resteraient opérationnels lors du changement de date; ces essais se sont révélés concluants;

f) Les missions permanentes qui en ont fait la demande ont reçu à titre gracieux 1 963 ordinateurs individuels et imprimantes, récupérés dans le cadre du programme de remplacement du matériel informatique de l'Organisation;

g) La Division a continué de gérer l'accès au système à disques optiques de l'Organisation. À l'heure actuelle, les missions elles-mêmes et les gouvernements des États Membres dans leurs capitales respectives disposent de 1 069 comptes utilisateurs;

h) Elle continue de fournir un service d'assistance aux missions permanentes tous les jours ouvrables de 9 h 30 à 17 h 30. De juillet 1999 à juin 2000, elle a ainsi reçu 1 869 demandes d'appui technique;

i) La Division tient à la disposition des délégations, dans le salon des délégués et au premier sous-sol du Secrétariat, 24 ordinateurs directement reliés à Internet qui leur sont exclusivement réservés. Elle inspecte tout ce matériel deux fois par jour pour s'assurer de son bon fonctionnement et elle effectue tous les travaux de réparation ou d'entretien nécessaires. Elle a également mis deux télécopieurs à la disposition des missions permanentes dans le salon des délégués.

B. Activités du Département des affaires économiques et sociales

25. Le Département des affaires économiques et sociales a réuni un groupe d'experts de haut niveau sur la technologie de l'information au service du développe-

ment dont l'Assemblée générale examinera le rapport à sa cinquante-cinquième session. Il a établi le rapport du Secrétaire général au Conseil économique et social sur la question.

26. Le Département continue d'utiliser l'informatique de façon stratégique afin d'atteindre les objectifs suivants :

a) Faciliter la participation de partenaires essentiels aux mécanismes intergouvernementaux. Il a ainsi créé la page Web du Conseil économique et social et en assure la maintenance ainsi que celle de nombreuses autres pages thématiques au contenu très riche sur des négociations mondiales en cours – par exemple dans les domaines de la promotion de la femme, du développement social, du développement durable et du financement du développement;

b) Aider les États Membres à échanger des données d'information concernant différents domaines de développement. Il a ainsi créé le Réseau d'information des Nations Unies sur l'administration et les finances publiques (UNSPAN), outil de renforcement des capacités des institutions régionales qui vise à gérer les connaissances en matière de politique gouvernementale et d'administration;

c) Appuyer les travaux de recherche et d'analyse sur lesquels se fonde l'élaboration des politiques. Le Département a mis au point par exemple Unesis, compilation massive de statistiques de l'Organisation et des institutions spécialisées dans les domaines économique, social et financier ainsi que dans les principaux secteurs du développement. La base de données Unesis, qui fait autorité est consultable en ligne;

d) Renforcer la gestion et la coordination. Le Département a par exemple mis au point le Système intégré d'information sur les réunions et la documentation qui facilite le suivi et l'analyse de l'exécution des programmes par les différentes unités du Secrétariat de l'ONU ainsi que l'établissement du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur la question.

27. On trouvera maints autres exemples de l'utilisation de l'informatique au sein du Département des affaires économiques et sociales dans le bulletin d'information en ligne du Département à l'adresse <www.un.org/esa/desanews>.

C. Activités du Département des affaires politiques

28. Le Département des affaires politiques continue de développer sa présence sur Internet dans les domaines de l'assistance électorale, de l'accès aux débats du Conseil de sécurité et de l'appui au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Il a prêté une attention particulière au contenu et à l'agencement de son site Web <www.un.org/Depts/dpa> et veillé à ce que les informations affichées au Siège soient intégrées dans les bases de données en ligne.

29. En tant que coordonnateur pour les activités d'assistance électorale à l'Organisation, le Département assure un service d'alerte avancée en ce qui concerne d'éventuelles activités électorales en archivant sous forme électronique les demandes de suivi et de formation émanant de représentants résidents (on peut se procurer cette liste par courrier électronique à <electoral@un.org>).

30. Le Département s'emploie également à mettre au point une évaluation détaillée des outils informatiques disponibles en matière de systèmes électoraux, notamment le recours à la biométrie pour identifier les électeurs à partir de caractéristiques personnelles uniques telles les particularités du globe oculaire, les empreintes digitales et la forme des mains. Une fois stockées sous forme électronique, ces particularités pourraient être comparées à celles des électeurs qui se présenteraient dans les bureaux de vote.

31. Le Département a ajouté à son site le répertoire de la pratique suivie par le Conseil de sécurité afin d'appuyer celui-ci et ses organes subsidiaires sur le plan technique et de leur offrir des services de secrétariat; il a par ailleurs sensiblement modifié la présentation de son site pour qu'il soit plus facile à consulter et plus interactif.

32. Sa Division des droits des Palestiniens a mis en place un système de diffusion de l'information par messagerie électronique qui lui permet d'atteindre des milliers de destinataires au sein de la société civile et dans les milieux universitaires, ainsi qu'un système d'inscription en ligne pour ceux qui souhaitent participer aux conférences internationales et autres réunions organisées sous les auspices de l'ONU.

D. Activités du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence

33. Le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence met à jour quotidiennement au format Web le journal des Nations Unies, la liste quotidienne des documents et le calendrier des réunions. La présentation de tous ces documents, à l'origine destinés exclusivement à l'impression, a été revue de manière à en permettre la diffusion sur Internet.

34. C'est au Département que revient la responsabilité d'alimenter le système à disques optiques. Depuis le début de 2000, les documents de l'ONU sont publiés au format MS Word dans les six langues. Les formats Word et PDF étant devenus la norme pour le SDO, il sera possible d'effectuer des recherches en texte intégral dans tous les nouveaux documents stockés dans le système, y compris ceux en arabe et en chinois, dès que certaines améliorations auront été apportées à l'outil de recherche.

E. Activités du Département de l'information

35. Le Département de l'information a entrepris diverses activités visant à renforcer les aspects techniques de la diffusion de l'information par Internet. En coopération avec l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), il a organisé à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 5 au 16 juillet 1999, un séminaire de formation à l'intention de 19 responsables gouvernementaux de l'information en Afrique francophone. Ce séminaire d'une quinzaine de jours avait pour objet de faire connaître aux participants les ressources proposées sur Internet par le système des Nations Unies et de les aider, sur le plan technique, à présenter en ligne les informations détenues par leurs propres institutions. Il visait à promouvoir Internet en tant qu'instrument du développement économique et social, en particulier à l'ONU et à l'OIF, tout en contribuant à faire connaître les ressources offertes sur Internet par les pays de l'Afrique francophone et à les améliorer. Un séminaire du même genre, organisé en français et en arabe à l'intention des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, devrait se tenir à Beyrouth en octobre 2000 (pour plus d'informations sur le séminaire d'Abidjan,

se reporter à la page <www.un.org/french/Depts/dpi/Abidjan99>.

36. La communauté des bibliothécaires interinstitutions s'est employée activement à donner suite aux deux recommandations figurant dans le rapport du CAC sur la collaboration entre les organismes du système et la construction d'un réseau d'experts (ACC/2000/4). Avec le concours du Groupe d'intérêts spécial sur les bibliothèques et les systèmes d'information du Comité de coordination des systèmes informatiques (CCSI), elle s'emploie à créer une base de données bibliographiques et a lancé un certain nombre d'initiatives qui concernent les bibliothèques depositaires ainsi que les petites bibliothèques et les bibliothèques de terrain du système lui-même. Parmi les activités en réseau du Groupe d'intérêts spécial, on peut citer entre autres une réunion annuelle, une liste de diffusion Listserve dynamique et un consortium, coordonné par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld de l'ONU, qui regroupe les abonnements à des services d'information en ligne du commerce de façon à obtenir des tarifs préférentiels.

37. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld elle-même a entrepris de promouvoir l'acquisition et la diffusion des connaissances dans le système des Nations Unies et des institutions nationales, en menant les diverses activités ci-après :

a) Programmes de formation régionaux à l'intention du personnel des bibliothèques depositaires, comprenant souvent une formation de base à l'informatique et à Internet et l'accès aux ressources électroniques de l'ONU;

b) Formation à Internet (niveaux débutant et spécialisé) à l'intention des membres des délégations et du personnel des missions permanentes des États Membres;

c) Fourniture de services d'information aux missions permanentes par voie électronique;

d) Programme de coopération technique à l'intention des petites bibliothèques et bibliothèques de terrain du système des Nations Unies, avec notamment fourniture d'une structure de base de données pour la gestion de leurs collections et, à terme, de manuels de documentation et de bibliothéconomie.

F. Activités du Bureau de la coordination des affaires humanitaires

1. Diffusion de l'information des Nations Unies sur Internet

38. Le site de ReliefWeb fournit par Internet des informations sur les besoins et activités dans le domaine humanitaire en cas de catastrophe naturelle ou autres situations d'urgence, notamment les situations complexes. Géré par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, il vise à renforcer la capacité de réaction des pourvoyeurs de secours en diffusant en temps voulu des informations fiables sur les situations d'urgence complexes et les catastrophes naturelles. On y trouve, quotidiennement mis à jour, des renseignements concernant plus d'une quarantaine de situations d'urgence et provenant de sources nationales ou internationales, notamment gouvernements, organismes des Nations Unies ou autres organisations internationales, organisations non gouvernementales, universités, instituts de recherche et médias. On y trouve aussi des liens renvoyant à une collection de cartes, à un inventaire des ressources disponibles en matière de formation, à des pages consacrées à l'alerte avancée et aux télécommunications d'urgence, à des documents de référence et à des sources d'information nationales. Remanié en 1999, le site ReliefWeb reste en prise sur les nouvelles technologies Internet de façon à optimiser l'accès et la consultation et à mettre à disposition de groupes d'utilisateurs bien précis, notamment les États Membres, des informations pour lesquelles le facteur temps est essentiel.

2. Mesures visant à faciliter l'accès à l'information et à en améliorer la diffusion, hors Siège

39. En 1999, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a créé au Kosovo le Centre d'information de la communauté humanitaire qui aide le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à s'acquitter de son rôle d'organisme chef de file en matière d'assistance humanitaire dans la région. Chargé de la liaison avec les ONG et les composantes humanitaires et militaires, le Centre propose divers produits d'information et mécanismes de diffusion, notamment un système d'information géographique permettant d'établir des cartes à partir des données mises en commun par les organisations humanitaires actives au Ko-

sovo. Ces produits sont disponibles par courrier électronique et sur CD-ROM ainsi que sur le Web. En plaçant le Bureau sur Internet ces informations importantes tenues à jour par le Centre au Kosovo, le Bureau garantit la diffusion de données fiables, tant aux intéressés qui se trouvent sur place qu'à l'extérieur, auprès de la communauté internationale.

IV. Mesures prises par les bureaux hors Siège et les fonds et programmes comme suite aux observations du Groupe de travail

A. Activités du Groupe des usagers de l'information à Genève

40. Le Groupe des usagers de l'information constitue pour les missions permanentes basées à Genève et, à travers leurs représentants, pour les groupes régionaux, un forum qui leur permet de collaborer avec les organisations internationales à la coordination de leurs besoins informatiques et d'harmoniser leurs activités dans ce domaine avec les leurs. Il s'occupe de former les diplomates à l'informatique, de diffuser des informations et de convaincre la communauté diplomatique de recourir plus fréquemment aux outils électroniques et d'en tirer meilleur parti.

41. L'an dernier, le Groupe s'est principalement employé à promouvoir et appuyer l'entrée en service du réseau de la communauté diplomatique de Genève, GDCnet. Soixante-quatre missions permanentes sont déjà raccordées. Ce réseau qui facilite l'échange d'informations entre les organisations internationales et les États Membres a pour objet d'aplanir les difficultés que rencontrent bien des missions, en particulier celles des pays en développement, notamment les moins avancés, en matière de raccordement à Internet et d'utilisation de l'informatique. GDCnet permet d'accéder plus vite et en permanence aux ressources proposées par les organisations internationales ainsi qu'à Internet et facilite en outre le recours à des stratégies communes propres à diminuer considérablement le coût de la diffusion de l'information, à simplifier l'accès aux documents et à autoriser le travail en équipe assisté par ordinateur, la vidéoconférence et la retransmission vidéo en direct des conférences et réunions sur un support de haute qualité.

42. Tel que le conçoit le Groupe, le réseau GDCnet offre aussi bien des outils et technologies en réseau qu'une formation et un appui adaptés aux besoins des missions. Il permet à celles-ci de bénéficier de services extranet, d'assistance et d'appui qu'elles chercheraient en vain auprès de services réseau types du commerce.

B. Activités du Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

43. Le site Web du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <www.unhchr.ch> enregistre en moyenne 3 millions d'accès par mois à partir de plus de 150 pays sur tous les continents. Il propose quelque 28 000 documents en anglais, espagnol et français. Il a ajouté des retransmissions vidéo en direct aux pages qu'il consacre aux manifestations spéciales, comme la cinquante-sixième session de la Commission des droits de l'homme.

44. La messagerie électronique du Commissariat <webadmin.hchr@unog.ch> s'est également révélée très utile, en permettant aux parties intéressées du monde entier d'entrer en contact avec les fonctionnaires du Commissariat, de leur faire parvenir des documents relatifs aux droits de l'homme et de recevoir rapidement une réponse à leurs diverses questions.

C. Activités du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

45. Le site Web du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) <www.unaids.org> est devenu une source d'information importante en ce qui concerne les activités du Programme et de ses coparrains ainsi que celles de ses partenaires sur le terrain. Le grand public y trouve une collection de publications d'ONUSIDA et des publics plus restreints les informations ciblées dont ils ont besoin. Amélioré et rénové, il a enregistré une augmentation importante du nombre des accès, essentiellement parce qu'il est plus facile à consulter maintenant que sa présentation et sa structure ont changé.

46. ONUSIDA a lancé le projet e-Workspace afin de disposer d'un site Web privé et sûr où il soit possible de travailler en équipe à des tâches telles que le partage et l'examen de documents importants, la coordination et la planification des réunions et l'élaboration de stra-

tégies. Ce site permet également la mise en commun des connaissances et des données d'expérience de façon à exploiter pleinement les enseignements tirés de la pratique des coparrains et partenaires du Programme. Il prévoit également le partage des connaissances avec les responsables nationaux. Actuellement dans sa phase préliminaire, e-Workspace devrait être pleinement opérationnel vers la fin de 2000.

D. Activités du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

47. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets dessert toute une gamme d'utilisateurs du système des Nations Unies, en les aidant notamment à exécuter et gérer leurs projets. S'il laisse aux institutions et organisations le soin de présenter elles-mêmes leurs projets à la communauté mondiale, il donne un aperçu de certains des siens sur son site Web <www.unops.org>, notamment à partir de la page consacrée à son rapport annuel.

48. Le site Web du Bureau permet aussi aux consultants et aux sociétés de s'inscrire sur les fichiers du Bureau et de consulter la liste actualisée des offres d'emploi et des appels d'offre.

49. En tant que coparrain de la conférence et de l'atelier sur l'assistance et le commerce organisés à New York, le Bureau gère un site Web accessible au public <www.aidandtrade.com> où les participants peuvent trouver des informations et s'inscrire à la conférence et aux ateliers. Ils y trouveront également dès que possible le résumé des débats de la conférence et de ses conclusions.

50. Le Bureau s'emploie, en 2000, à revoir la conception de ses sites intranet et extranet de manière à fournir à ses partenaires des informations plus actuelles et plus exactes sur ses activités. Il poursuivra cette tâche en 2001.

E. Activités du Programme des Nations Unies pour le développement

51. À l'échelon national, le PNUD mène les activités décrites dans le précédent rapport du Secrétaire général (E/1999/74) afin d'atteindre les différents objectifs

qu'il s'est fixés en matière de télématique. Il s'efforce notamment :

- a) De faciliter l'accès des acteurs nationaux à l'information et au savoir et de leur faire connaître les meilleures pratiques;
- b) De promouvoir les liaisons électroniques et l'accès à Internet;
- c) De créer des sites Web pour diffuser des informations sur le développement;
- d) De mettre la télématique au service du développement en favorisant l'autonomie des parties prenantes;
- e) De créer des réseaux dans les pays en développement;
- f) De favoriser la coopération technique au niveau régional.

52. Afin de faciliter l'accès à l'information à l'échelon national, le PNUD a créé plusieurs sites Web qui ont pour vocation de relayer et centraliser les informations disponibles, en proposant des liens hypertextes classés de façon à permettre aux utilisateurs de trouver tout de suite de multiples renseignements pratiques, des informations spécialisées regroupées par thème et des articles de fond, et de prendre connaissance des solutions mises en oeuvre dans de nombreux domaines du développement humain durable.

53. Les principaux sites du Bureau des politiques de développement du PNUD sont ceux d'INFO21 <www.undp.org/info21> et du Programme de constitution de réseaux pour le développement durable <www.sdn.undp.org>, tous deux accessibles à partir d'une même page d'accueil <www.knowledgebroker.org>. Les collectivités, les gouvernements, les spécialistes du développement, les chercheurs, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises, peuvent ainsi trouver directement sur le Web des informations concernant les solutions mises en place dans le monde entier, sans perdre de temps à faire des recherches coûteuses qu'ils n'auraient souvent pas les moyens de mener à bien.

54. Le site INFO21 propose des rubriques détaillées sur les droits de l'homme, le problème du passage à l'an 2000, le commerce électronique et la gestion d'Internet. Le Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement et le Centre de

contact sous-régional gèrent d'autres sites auxquels on peut accéder à partir du site principal du PNUD <www.undp.org/toppages/discover/index.html>. Le système des centres de contact sous-régionaux a été mis en place en 1997 afin d'appuyer les activités programmatiques des bureaux de pays du PNUD sur le plan technique. En tant qu'initiative de gestion des connaissances, il est conçu pour tirer le meilleur parti possible de l'atout principal du PNUD, à savoir la somme de connaissances que représente son vaste réseau de bureaux de pays, en exploitant pleinement les moyens dont le Programme dispose déjà dans le monde entier. Le système a pour fonctions d'établir des réseaux du savoir, de déterminer et de faire connaître les meilleures pratiques, de fournir un appui technique et d'aiguiller les usagers dans la bonne direction. On compte actuellement neuf centres régionaux, le centre de liaison mondial se trouvant à New York.

55. Dix réseaux du savoir thématique et sous-thématique ont été mis en place l'an dernier aux niveaux mondial et régional, afin d'améliorer le transfert des données d'information et du savoir au sein du PNUD et de promouvoir les liaisons avec les bureaux de pays ainsi qu'entre ces derniers et le siège. Leur gestion est assurée par le personnel du centre de liaison mondial et celui des centres régionaux. Ils portent respectivement sur l'informatique au service du développement, la bonne gouvernance, les droits de l'homme, l'environnement, la pauvreté et le développement social, le microfinancement et les petites et moyennes entreprises, les rapports nationaux sur le développement humain et la coordination de l'assistance, ainsi que sur des questions régionales.

56. Un site « réseau du savoir » (knowledge connection) a par ailleurs été créé sur l'intranet pour mettre des ressources de fonds essentielles à la disposition des bureaux de pays et servir de page d'accueil aux différents réseaux, chacun gérant son propre domaine de ressources. Les centres de contacts ont en outre sur Internet leur propre site Web qui leur permet d'atteindre les partenaires de développement du PNUD dans leur région et d'offrir un contenu régional. Le site « réseau du savoir » abrite également la base de connaissances des centres de contacts sous-régionaux, qui comporte actuellement trois modules : experts, responsables de la coordination et textes pertinents. D'autres modules sont en cours d'élaboration. Le réseau de ressources informatiques pour le développement a été créé en décembre 1999. Il relie actuellement

entre eux plus de 150 fonctionnaires intéressés du PNUD, dont quelque 80 % se trouvent sur le terrain, les autres étant au siège et participant notamment à l'exécution de programmes du PNUD dans le domaine des technologies de l'information au service du développement.

57. Le Programme d'information sur le développement pour l'Asie et le Pacifique a pour objet de mettre en oeuvre une stratégie cohérente d'exploitation du potentiel offert par la télématique au service du développement humain durable. Il a trois objectifs interdépendants : a) utiliser la télématique pour promouvoir et faciliter le développement dans les pays hôtes; b) coordonner les initiatives que le PNUD mène ou mènera dans la région en matière de télématique; c) appuyer l'expansion des programmes de création de réseaux pour le développement durable aux échelons national, sous-régional et régional.

58. On compte parmi les principales réalisations du Programme : a) la mise sur pied et le lancement d'un service d'accès à Internet au Bhoutan et, bientôt, à Tuvalu; b) la mise en place de réseaux universitaires CISCO; c) l'envoi d'unités Internet mobiles dans les écoles rurales; d) la tenue de séminaires de politique informatique en Asie et dans le Pacifique; e) l'élaboration de politiques et stratégies nationales en matière d'informatique dans les pays de l'Asie et du Pacifique; f) le programme de serveur d'hébergement régional; g) l'hébergement de programmes régionaux permettant la fourniture à un coût minimal de services Internet tels que le Web, les groupes de discussion, la messagerie électronique et les bases de données en ligne.

59. Le Programme a appuyé les opérations de l'ONU au Timor oriental en établissant une liaison Internet par satellite à partir de Dili. Ce dispositif qui a permis le lancement du premier service d'accès à Internet du pays, sera ultérieurement confié au Gouvernement. Le Programme a également l'intention de dispenser une formation à l'informatique et aux réseaux dans le cadre des efforts de renforcement des capacités du PNUD.

60. Le Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement du PNUD s'est appuyé sur les nouvelles technologies de l'information pour mettre en place un solide réseau de connaissances Sud-Sud. Au coeur de ce réseau se trouve le système d'information consacré à la coopération technique entre pays en développement (CTPD) connu sous le nom

de « Toile du développement » (Web of Information for Development – WIDE). Ce système contient énormément de données et propose quatre services en ligne. Le premier, WIDE On-line, offre des informations sur les institutions, experts et meilleures pratiques en matière de coopération pour le développement dans le Sud. Mis au point en collaboration avec des partenaires au Brésil, il dessert aujourd'hui plus de 43 000 spécialistes et 10 000 institutions et donne accès à plus de 130 expériences novatrices grâce à ses liens avec 20 autres bases de données en Afrique, Asie, Amérique latine et Europe orientale.

61. Le deuxième, le groupe de discussion WIDE, facilite les échanges de vues en ligne et les liaisons en réseau dans un grand nombre de domaines intéressant la coopération Sud-Sud. En coopération avec COMCAST, Inc. (République de Corée), le troisième, Wide News Service, diffuse quotidiennement des bulletins d'information sur des questions de développement et de coopération Sud-Sud. Quant au quatrième, WIDE InterLink, il aide des partenaires essentiels dans le Sud à se doter de ressources Internet qui leur permettent d'exploiter leurs données d'expérience et celles des autres en les rassemblant et en les indexant. L'Académie africaine des sciences utilise ainsi ce service pour relier entre eux les 1 600 spécialistes et ingénieurs qui lui sont affiliés. Trente-quatre responsables des questions de CTPD (dont la plupart dans les pays les moins avancés) ont également bénéficié d'une assistance grâce à laquelle ils ont pu créer des sites Web nationaux consacrés à la CTPD dans le cadre du système WIDE.

62. Le PNUD mène 138 projets d'un montant total de 362 millions de dollars dans le cadre du programme communications et information du CAC.

F. Activités de la Commission économique pour l'Europe

63. Le site Web de la Commission économique pour l'Europe (CEE) <www.unece.org>, est hébergé par le Centre international de calcul. Lors de sa création à la fin de 1995, il devait essentiellement faciliter la diffusion de documents de conférence et en premier lieu, ceux de la Conférence des statisticiens européens. Ses principaux clients étaient les bureaux de statistique nationaux. Il s'est progressivement enrichi et on y trouve à présent des données d'information, des extraits de publications statistiques, périodiques notam-

ment, et un certain nombre de données statistiques ainsi que de liens vers des bases de données appartenant à d'autres divisions de la CEE et vers d'autres organismes statistiques nationaux et internationaux actifs dans la région.

64. Le Groupe des activités relatives à la population s'est doté d'un site Web en 1996, en vue de faciliter l'échange, la diffusion et la collecte de données démographiques et d'améliorer la communication avec des établissements de recherche spécialisés dans les questions démographiques et de population. En collaboration avec le Réseau d'information en matière de population (POPIN), le Groupe favorise, appuie et coordonne la création de sites POPIN sur le Web dans les pays dont les économies sont en transition.

65. La Division de l'analyse économique générale a entrepris, en 1998, de publier sur Internet l'*Étude sur la situation économique de l'Europe* sous forme de fichiers téléchargeables en différents formats. Son site Web propose par ailleurs des informations et des services aux délégations qui participent au séminaire de printemps de la CEE et à la première journée de débat de sa réunion annuelle en publiant à l'avance les communications des orateurs. La diffusion de ces informations par Internet permet d'accélérer la procédure d'inscription au séminaire.

66. Le site Web de l'Unité de coordination des activités opérationnelles sert à diffuser des informations sur les activités de coopération de l'Unité, regroupées par sous-régions, initiatives et programmes (par exemple, Coopération économique de la mer Noire, Initiative de l'Europe centrale, Communauté d'États indépendants, Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est et Programme spécial des Nations Unies pour l'économie des pays d'Asie centrale); la liste des manifestations passées ou à venir organisées par la Division (par exemple, notes d'information, résumées ou, dans certains cas, exposés complets, études de cas comprises), des rapports finals, etc. Elle sert aussi à créer des réseaux virtuels (par exemple, réseaux des chargés de liaison dans de petites et moyennes entreprises des pays de l'Initiative de coopération économique de la mer Noire et de l'Initiative de l'Europe centrale).

67. De janvier 1998 à décembre 1999, le nombre total de pages demandées a décuplé, atteignant en moyenne 19 500 par jour. La CEE a décidé de redéfinir ses objectifs Web. Elle a identifié son public qu'elle a ensuite divisé en quatre grandes catégories : organismes gou-

vernementaux d'États Membres, chercheurs, journalistes et population de la région. Soucieuse d'adapter son site Web aux besoins de ces divers groupes, elle l'a scindé en de multiples sous-sites reflétant chacun une facette de son programme de travail de fond. Elle a redessiné sa page d'accueil à la fin de 1999 pour l'adapter à cette nouvelle structure et faciliter les recherches aux différentes catégories de visiteurs.

68. Outre son site Web, la CEE fait largement appel à une liste de diffusion pour faciliter les échanges réguliers entre les membres des groupes de travail. Elle compte améliorer ce service en y ajoutant un groupe de discussion sur le Web. Elle envisage également de recourir à un système de vidéoconférence pour ordinateur de bureau.

69. Pour la CEE, Internet est désormais un important vecteur de diffusion de l'information. Il est également en passe de devenir son principal moyen de communication avec les institutions des pays membres et les organismes partenaires. Grâce à Internet, la transmission de l'information entre les membres de ses groupes de travail s'est accélérée de façon spectaculaire.

G. Activités du Programme des Nations Unies pour l'environnement

70. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) continue de recourir à l'informatique pour recueillir et diffuser des informations, comme indiqué ci-après.

71. Soucieux de servir ses organes directeurs de façon plus rationnelle, le PNUE fait appel à la messagerie électronique pour diffuser le calendrier des réunions, les ordres du jour et les documents de synthèse auprès des missions permanentes basées à Nairobi (qui ont accès au courrier électronique) et des membres de ses organes directeurs (par exemple, le Comité de haut niveau composé de ministres et de hauts fonctionnaires et le Conseil d'administration).

72. Il s'est doté d'un réseau de sites Web – tous accessibles à partir de sa page d'accueil <www.unep.org> – afin de diffuser des informations générales ou thématiques auprès des États membres et du public, et notamment sur les activités menées dans le cadre de programmes ou de projets; les produits et services; les médias et manifestations ouvertes au public; les travaux du Conseil d'administration, etc. Le PNUE propose également sur ces sites certaines publi-

cations importantes ainsi que des avis de vacance de poste sous forme de fichiers téléchargeables. Il affiche également un calendrier des diverses manifestations organisées dans le domaine de l'environnement à l'intention des participants éventuels.

73. Une des principales tâches du PNUE consiste à mettre à la disposition de ses membres des informations scientifiques et techniques fiables. À cette fin, il continue de créer des bases de données thématiques – ensembles de données géospatiales, collections documentaires de directives techniques et de rapports, informations concernant les meilleures pratiques, etc. – sur toutes les questions d'environnement. Ces bases sont consultables sur Internet grâce à son réseau de sites Web mais elles sont également diffusées sur CD-ROM à l'intention des pays dont l'accès à Internet est limité.

74. Le PNUE se sert aussi de ses sites Web pour commercialiser en ligne un certain nombre de ses publications; organiser des débats électroniques dans des domaines thématiques afin de recueillir le point de vue de groupes d'intérêts spéciaux touchant des questions environnementales et ses propres activités; faciliter les inscriptions et les propositions en ligne touchant ses activités de vulgarisation. Dans le même ordre d'idées et afin d'être à même de répondre aux demandes d'information, il a également mis en place des listes de diffusion qui facilitent la communication entre les chargés de liaison.

75. Afin d'assurer pleinement la couverture des activités et informations relatives à l'environnement, les sites Web du PNUE proposent des liens vers les secrétariats des conventions pertinentes, certains organismes partenaires et son réseau de centres collaborateurs au sein des organismes gouvernementaux et des organisations non gouvernementales.

76. Le PNUE s'est doté d'un système de vidéoconférence de façon à participer à des réunions avec le Secrétariat de l'ONU ainsi qu'avec ses bureaux de Genève et de Paris. Il examine actuellement, en partenariat avec l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN), la possibilité de transmettre des télécopies par Internet, de façon à réduire ses dépenses de télécommunications.

V. Conclusions

77. En coopération avec la Division de l'informatique au Siège, les départements du Secrétariat, les fonds et programmes des Nations Unies, le Groupe des usagers de l'information à Genève et les bureaux extérieurs, le Groupe de travail a continué d'améliorer et d'étendre les services informatiques proposés aux États Membres et aux missions permanentes et à faire en sorte que l'Organisation ne se laisse pas distancer par les nouvelles technologies. Les départements comme les fonds et programmes ont redoublé d'efforts pour mettre l'information à la disposition des gouvernements et du grand public sous forme électronique, promouvoir l'accès à Internet et utiliser les techniques informatiques pour faciliter les échanges d'informations, de connaissances et de savoir-faire.